

## UN ENGAGEMENT CROISSANT DU MINISTÈRE, QUI LE PLACE EN POINTE AU NIVEAU INTERNATIONAL

- 2007 - Plan d'action environnement
- 2008 - Systématisation de la démarche d'éco-conception des équipements de défense, engagée en 2003
- 2012 - Stratégie de développement durable de la défense (S3D, renouvelée en 2016) et Stratégie ministérielle de performance énergétique (SMPE, renouvelée en 2020)
- 2015 - Conférence internationale des ministres et hauts responsables de la défense « Climat et Défense : Quels Enjeux ? »
- 2016 - Lancement de l'Observatoire Défense et Climat
- 2020 - Stratégie énergétique de défense
- 2021 - Stratégie ministérielle de préservation de la biodiversité à l'horizon 2030 et lancement de l'initiative internationale « changement climatique et forces armées » au Forum de Paris pour la Paix
- 2022 - Stratégie Climat & Défense

### CHIFFRES CLÉS



**275 000 HECTARES** de terrains militaires, dont 200 000 hectares classés et protégés



La seconde zone économique exclusive au monde – soit plus de **11 MILLIONS DE KM<sup>2</sup>** - immense réservoir de biodiversité surveillé et protégé par la Marine nationale



Une **RÉDUCTION DE 33% DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE** des infrastructures depuis 2010, et **UN OBJECTIF DE 50% À L'HORIZON 2030**.



Ministère des Armées



@Armees\_gouv



Ministère des Armées



Ministère des Armées



@armees\_gouv



MINISTÈRE  
DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# STRATÉGIE CLIMAT & DÉFENSE

UN MINISTÈRE À LA POINTE DE L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL  
POUR FAIRE FACE AU DÉFI CLIMATIQUE



### UNE AMPLIFICATION DES RISQUES ET DES MENACES

Les effets du changement climatique sur l'environnement (hausse des températures, du niveau des mers, de la fréquence et de l'intensité des aléas météorologiques extrêmes, modification des régimes de précipitation) auront un impact croissant sur la sécurité humaine et la résilience de nombreux Etats, affectant ainsi la paix et la sécurité internationales.

### UNE APPROCHE GLOBALE ARTICULÉE AUTOUR 4 AXES

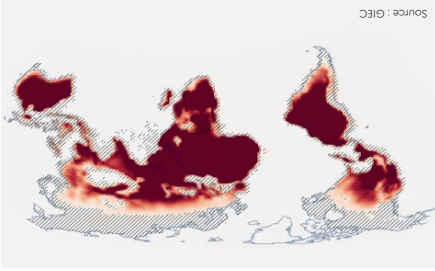
Les armées, acteurs majeurs en matière de maintien de la paix et de la gestion des crises, doivent anticiper les conséquences sécuritaires et stratégiques du changement climatique, s'y adapter sur le plan opérationnel et capacitaire, poursuivre leurs efforts en matière d'atténuation et de transition énergétique et intensifier la coopération aux niveaux interministériel et international.

## 1. CONNAÎTRE ET ANTICIPER

- Le ministère des Armées établira une cartographie des risques climatiques à l'échelle nationale et internationale avec :
- le renforcement des instruments de veille et de recherche ;
  - la collaboration avec les grands établissements de recherche scientifique ;
  - la mobilisation des acteurs du ministère contribuant à l'anticipation (en métropole, Outre-mer et à l'étranger) ;
  - l'intensification des réflexions sur les enjeux opérationnels, capacités et sur les risques pesant sur les infrastructures de défense.



La fonction connaissance-anticipation irrigue les trois autres grands axes d'effort. Pour être en mesure de mieux anticiper les implications multiples du changement climatique sur le contexte stratégique, les missions et les capacités des armées, le renforcement des outils de connaissance du ministère est indispensable.



Jours de chaleur supérieurs à 35°C (moyenne jour/nuit) dans un monde à +3°C

## 2. ADAPTER

7 grands axes d'effort :

- Adaptation aux théâtres « grand froid » et « grand chaud »
- Intégration du changement climatique dans la démarche capacitaire
- Adaptation des doctrines d'emploi des forces, de la formation et de l'entraînement
- Résilience des infrastructures de défense en France comme à l'étranger
- Prise en compte, au niveau interministériel, de l'évolution des enjeux du secours aux populations post-catastrophes naturelles
- Adaptation du soutien des forces armées
- Maîtrise des contraintes réglementaires pour garantir la capacité d'action des armées



Le ministère des Armées dispose d'un très grand nombre d'infrastructures et bases de défense en France métropolitaine, 5 outre-mer et 5 à l'étranger. Le ministère évalue leur vulnérabilité aux effets du changement climatique afin d'assurer leur résilience et la permanence de leur soutien à la préparation et à la conduite des opérations. La France dispose du deuxième réseau mondial de bases et points d'appuis militaires, situés dans tous les continents, notamment dans des zones tropicales ou subtropicales très exposées aux risques climatiques.

## 3. ATTÉNUER

- Depuis 20 ans, le ministère des Armées a élaboré une politique de développement durable, d'éco-conception et de l'énergie. Ces efforts seront poursuivis afin de :
- Réduire la consommation d'énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre des infrastructures
  - Protéger les écosystèmes du domaine foncier du ministère et accroître les capacités de séquestration du carbone
  - Amplifier la démarche d'éco-conception dans toutes les opérations d'armement conduites par la Direction générale de l'armement
  - Mettre en œuvre la stratégie énergétique de défense afin de maîtriser les consommations d'énergies fossiles et, grâce à l'innovation, faire de la transition énergétique un atout opérationnel



L'hybridation des blindés est expérimentée à travers la réalisation sur la base du Giffon d'ici 2025, afin d'envisager un passage à l'échelle pour les prochaines générations ou standards de véhicules blindés.

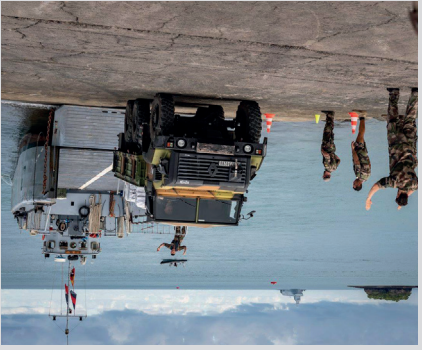
## 4. COOPÉRER

La coopération est essentielle pour répondre au défi global du changement climatique et doit se décliner au sein du ministère et aux niveaux interministériel et international :

**Mise en place d'une gouvernance ministérielle et désignation d'un « Délégué climat »**

**Renforcement et élargissement de la concertation interministérielle**

**Intensification de la coopération internationale : UE, OTAN, enceintes régionales**



Les armées sont régulièrement engagées dans des opérations de secours humanitaires post-catastrophes naturelles sur le territoire national et à l'étranger. C'est le cas notamment dans les Antilles et dans les océans Indien et Pacifique, souvent dans le cadre d'une coopération internationale. Elle est indispensable, le changement climatique ayant pour effet de multiplier et d'intensifier les aléas météorologiques extrêmes.